



CTSD 2 février 2017
Déclaration FSU

Madame l'inspectrice d'académie, mesdames et messieurs,

Il est bien difficile d'élaborer des propos liminaires en restant dans le contexte départemental, lorsque celui-ci est très très flou, voir complètement opaque. En effet, si nous connaissons la dotation qui nous est allouée, en revanche, nous nous demandons toujours aujourd'hui, comment vous allez répartir cette faible manne, en tenant compte des priorités annoncées par notre ministre, et des singularités de notre département ni totalement urbain, ni complètement rural ?

Nous nous questionnons encore aujourd'hui à l'entrée du CTSD, ce qui n'est pas banal ... parce que vous n'avez pas jugé bon, de nous informer en amont de cette instance, ni de l'économie générale de la carte scolaire, ni de vos propositions d'ouvertures/fermetures.

Déjà l'an dernier, nous nous étions alarmés lors du groupe de travail, d'une absence de politique générale. Et nous vous demandions dans la déclaration du CTSD du 11 février 2016, je cite « *la FSU77 s'interroge sur l'objectif du groupe de travail sur le réseau ordinaire qui s'est tenu en janvier. La méthode qui consiste à nous rendre compte des calculs bruts réalisés par un logiciel sans aucun traitement de l'information, nous laisse perplexes.* »

Et voilà qu'aujourd'hui, pour justifier votre silence lors des pseudos groupes de travail des semaines passées, vous nous reprochez de rendre compte à nos collègues des propositions dénuées de sens, que vous aviez faites alors.

Nous ne pouvons pas croire que vous ignorez que nous avons été élus par la profession pour cela, justement ! Notre travail de préparation, d'analyse en amont des instances, tout comme notre travail de compte rendu est encadré par des textes réglementaires ! Il s'agit donc pour nous, d'un tour de passe-passe destiné à nous empêcher de mener à bien nos missions.

Néanmoins ce stratagème n'entamera en rien notre détermination à défendre nos propositions pour transformer l'école, pour la réussite de tous nos élèves seine-et-marnais.

Ainsi, avec la FSU, nos collègues souhaitent la baisse des effectifs dans les classes, l'extension du dispositif PMQC, et une politique volontariste de la scolarisation des moins de trois ans.

La réussite scolaire nécessite aussi un véritable déploiement des aides spécialisées, avec une impulsion des pôles ressources et en leur sein des réseaux d'aide. L'absence de départ en formation option G est pour la FSU une erreur que notre département paie et paiera chèrement dans le contexte de l'école inclusive. La mise en œuvre du droit à l'école pour tous nécessite l'expertise de professionnels spécifiquement formés, en nombre suffisants et disponibles. Elle ne peut reposer uniquement sur de bonnes intentions. Le désespoir grandissant de nos collègues, le désarroi des équipes malgré toute la bonne volonté des ERDC face à des situations explosives sème le doute dans les esprits. Il est urgent de redonner aux équipes les moyens de relever ce défi, avant qu'ils ne soient tentés de jeter l'eau du bain avec la baignoire.

De la même façon, nous réaffirmons ici, alors que nos collègues coordinatrices et coordinateurs d'ULIS collège sont massivement en grève, pour exprimer leur incompréhension face au déni de leurs missions, notre volonté de voir les effectifs des dispositifs ULIS revenir à 10 comme le prévoient les textes. Pour cela, c'est 20 dispositifs qu'il faudrait créer au lieu de 5.

Enfin, ce CTSD se déroule dans une ambiance sociale et politique pour le moins délétère, tant au niveau national que sur la scène internationale. Les organisations syndicales prennent toute leur responsabilité pour promouvoir une société plus solidaire et égalitaire et redonner confiance et espoir en l'avenir.

Dans cette logique, la FSU77 affirme son attachement à la démocratie sociale, rempart incontournable contre l'injustice et l'arbitraire. C'est pourquoi, nous vous demandons solennellement madame l'inspectrice d'académie, de rétablir au sein de nos instances un climat de travail fructueux, de nature à favoriser les échanges, et les analyses, fussent-elles divergentes.